ANNEXE A DÉTAILS DU GRIEF

L'Association canadienne des agents financiers allègue que l'employeur a tardé à rémunérer des membres de son groupe de négociation (FI), a manqué à le faire ou a omis de le faire en violation de divers articles, notamment les articles 19, 46, 53, 54 et 55, et des Appendices « A » et « B » de la Convention entre le Conseil du Trésor et l'Association canadienne des agents financiers (la convention collective FI) ainsi que de toutes les autres politiques, règles, directives, conventions, lois, droits, pratiques, coutumes, principes ou documents susceptibles de s'appliquer.

L'Association canadienne des agents financiers allègue que l'employeur a tardé à rembourser les cotisations professionnelles annuelles que les membres de son groupe de négociation (FI) doivent payer pour rester membres en règle de leur ordre professionnel, a manqué à le faire ou a omis de le faire en violation de l'article 53 de la convention collective FI ainsi que de toutes les autres politiques, règles, directives, conventions, lois, droits, pratiques, coutumes, principes ou documents susceptibles de s'appliquer.

L'Association canadienne des agents financiers fait valoir que les actes, manquements ou omissions ainsi que toute autre décision subséquente et conséquence constituent de la mauvaise foi et de la discrimination à l'égard des membres de son groupe de négociation (FI) en violation notamment de l'article 46 de la convention collective FI, des articles 2, 3, 7, 10, 14, 14.1 et 15 de la Loi canadienne sur les droits de la personne, S.R.C. 1985, c. H-6 (la « LCDP »), de l'article 15 de la Charte des droits et libertés, de l'article 15, Partie I, de la Loi constitutionnelle de 1982, soit l'Annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R. U.), 1982, c. 11 (la « Charte »), ainsi que de toutes les autres politiques, règles, directives, conventions, lois, droits, pratiques, coutumes, principes ou documents susceptibles de s'appliquer.

L'Association canadienne des agents financiers fait valoir que l'employeur a tardé à verser aux membres de son groupe de négociation (FI) leurs crédits de congés acquis ou a omis de le faire en violation notamment des articles 28 à 44 de la convention collective FI ainsi que de toutes les autres politiques, règles, directives, conventions, lois, droits, pratiques, coutumes, principes ou documents susceptibles de s'appliquer.

ANNEXE B
MESURES CORRECTIVES DEMANDÉES

L'Association canadienne des agents financiers demande que les mesures correctives suivantes soient prises :

1. qu'une déclaration que l'employeur a violé la convention collective FI soit faite;
2. que ses membres se voient rembourser, avec effet rétroactif, les cotisations requises pour maintenir leur titre professionnel;
3. qu'une ordonnance soit rendue obligeant l'employeur à publier et à diffuser un bulletin d'information contenant une interprétation de la convention collective FI (y compris, mais sans s'y limiter, des renseignements concernant les articles 19, 46, 53, 54, 55) qui soit conforme au grief de l'Association et à la décision de l'arbitre (et/ou du décideur);
4. qu'une ordonnance soit rendue obligeant l'employeur à envoyer des lettres à tous les FI dont les droits en vertu de la convention collective FI ont été brimés, les avisant qu'ils en seront indemnisés intégralement et les invitant à présenter leur demande;
5. que les membres de son groupe de négociation soient indemnisés de tous les frais, dépenses, pénalités, intérêts, etc. engagés par suite des actes, manquements ou omissions de l'employeur;
6. qu'une déclaration que l'employeur a violé la Loi canadienne sur les droits de la personne (LCDP) soit faite;
7. que les membres de son groupe de négociation ne fassent pas l'objet de distinction directe ou indirecte de la part de l'employeur;
8. que l'employeur cesse ses pratiques discriminatoires à l'égard des membres de son groupe de négociation;
9. que les membres de son groupe de négociation se voient rembourser tout congé qui aurait été ou sera utilisé par suite des actes, manquements ou omissions de l'employeur;
10. que les membres de son groupe de négociation soient traités équitablement et conformément à la Loi canadienne sur les droits de la personne ainsi qu'à toutes les autres

politiques, règles, directives, conventions, lois, droits, pratiques, coutumes, principes ou documents susceptibles de s'appliquer;

11. que les actes, manquements ou omissions de l'employeur fassent l'objet d'une enquête par un tiers impartial;
12. que chaque membre de son groupe de négociation dont les droits en vertu de la LCDP ont été brimés obtienne un dédommagement de 20 000 \$, plus intérêts, pour les douleurs et les souffrances qu'il ou elle a subies par suite des actes ou omissions de l'employeur en vertu de l'alinéa 53(2)e) et du paragraphe 53(4) de la LCDP;
13. que chaque membre de son groupe de négociation dont les droits en vertu de la LCDP ont été brimés obtienne un dédommagement spécial de 20 000 \$, plus intérêts, pour les actes discriminatoires volontaires ou insouciantes de l'employeur à leur égard, en vertu des paragraphes 53(3) et 53(4) de la LCDP;
14. que les membres de son groupe de négociation se voient accorder des dommages-intérêts, établis par l'employeur, la Commission de l'emploi et des relations de travail dans la fonction publique ou tout autre décideur, en dédommagement des actes, manquements ou omissions de l'employeur à leur égard;
15. que les membres de son groupe de négociation se voient accorder des intérêts;
16. que les membres de son groupe de négociation obtiennent une protection d'assurance-santé et avantages sociaux adéquate;
17. que les crédits et soldes de congés des membres de son groupe de négociation soient rajustés de manière à refléter adéquatement les crédits de congés acquis conformément à la convention collective FI et de toutes les autres conventions collectives, documents ou conditions d'emploi qui s'appliquent;
18. que les membres de son groupe de négociation obtiennent des soldes de congés exacts et à jour; et
19. que toute autre mesure corrective indemnisant le groupe de négociation FI soit prise.